

# Couverture de presse autour de l'AG européenne des livreur.e.e à vélo

Bruxelles, 25 et 26 octobre 2018

## Press review of the European Assembly of Riders

Brussels, October 25th and 26th 2018

Le Soir, Jeudi 25 octobre 2018

14  
Patrick Pouyannou, le PDG du géant pétrolier Total, va comme prévu au forum économique de Riyad, jugeant que le «pétrole» dans la Chaise vide a ne lui paraissait pas être le thème d'un débat



# ÉCONOMIE

## Un mouvement à la Ryanair pour les livreurs Deliveroo

TECHNO Coursiers et syndicats de 12 pays se réunissent à Bruxelles jeudi et vendredi

► Le but ? Organiser leurs revendications en mouvement paneuropéen.

► En Belgique, l'audit social du travail pourrait depuis plusieurs d'un an une enquête « complexe » pour trancher la question de leur statut.

Il est devenu inévitable, parties intégrantes du paysage urbain de Londres, en passant par Rome, jusqu'à Paris et Bruxelles. Et, ce sont ces nouvelles main-d'œuvre à bicyclette qui livrent à toute heure du jour et de la nuit, de plus en plus de plats de restaurant à domicile pour le compte de « plateformes » comme Deliveroo, UberEats (les deux sont actives chez nous) ou encore Glovo, notre leader de la foodtech.

En, de plus en plus courtes, en ont servi « mieux de ne pas être entendus » par les institutions qui les emploient « à la demande », sur leurs conditions de travail qu'elles soient « diplômées, diplômées, non-pagées et non-protégées ». Un peu partout en Europe, il se agit donc organisé en collectif pour défendre leurs droits ces deux dernières années. La Belgique ne fait pas exception avec plusieurs actes de travail chez les coursiers Deliveroo à ce jour.

40 mille km tous en un  
L'abonnement, nous sommes prêts à nous battre des syndicats et des mouvements sociaux (chez nous, les centrales de la FGTB et de la CSC se font parties) d'une dizaine de pays, dans des délais de quelques jours, première fois à Bruxelles. Afin de créer un débat de mouvement paneuropéen coordonné. Plusieurs livreurs appartiennent à des collectifs et tentent d'organiser des actions syndicales de soutien à Bruxelles, notamment d'organisations syndicales de leurs pays (Royaume-Uni, France, Italie). L'audit social est prévu jeudi et vendredi, pour une première assemblée générale, des débats et une action sur deux jours dans les rues de la Capitale.



200  
coursiers sont recrutés par semaine chez Deliveroo

Une nouvelle forme de travail à la demande est-elle viable ? Les premières assemblées générales se tiennent en tout ce qui est...

Une idée qui a émergé naturellement. « Nous nous référons à la question de la nature d'un travailleur indépendant ou salarié, quel que soit son statut juridique... NDLR) au sein de leur parti en Europe (en Belgique, les premières mobilisations datent de janvier 2018, NDLR) », explique Anne Dierckx, chercheuse au Centre de recherche pour une

économie alternative et coopérative des assemblées générales européennes des coursiers. (NDLR) est à tout son poids: les syndicats classiques, qui normalement ont « convenus » pas une main-d'œuvre indépendante, est un peu partout approuvé ces mouvements ou y ont participé.

La démarche menée par ailleurs est tout aussi simple, même si elle est compliquée à traduire en pratique: plusieurs plateformes qui ont créé

cette nouvelle forme de travail à la demande sont des multinationales, il faut leur répondre par une mobilisation transnationale. « Nous avons donc demandé aux milliers de livreurs de nous expliquer ce qu'ils portaient comme revendications dans leur pays respectif. Tout est nous rassemblé ces statuts sous lesquels ils ont employés ces courriers et à la manière dont ils étaient rémunérés, pour la chercher.

Une cartographie qui révèle des fortes différences mais également un socle possible pour des revendications et des actions communes. « Sur l'aspect des conditions de travail, les courriers s'accrochent à ce qui est commun: des salaires décent, des horaires raisonnables, des conditions de travail sûres, des équipements adéquats, des assurances sociales, etc. »

Les premières assemblées générales se tiennent en tout ce qui est... (NDLR) est à tout son poids: les syndicats classiques, qui normalement ont « convenus » pas une main-d'œuvre indépendante, est un peu partout approuvé ces mouvements ou y ont participé.

Ensemble. Un appel auquel les organisations locales ont répondu en masse, selon l'abonnement qui amène « avec lui l'ensemble le nombre de participants à cette première réunion en assemblée générale des livreurs déjà très actifs en matière locale et des organisations syndicales également impliquées ».

Une enquête belge menée sur les coursiers. La question du statut des livreurs est bien sûr ici centrale: devraient-ils être reconnus comme des salariés de ces plateformes collaboratives ou comme des travailleurs indépendants livrant de leurs accords? En Belgique, en raison de la situation fiscale et sociale des plateformes, le problème n'est pas encore plus simple. Deliveroo et UberEats, toutes deux actives chez nous, disposent d'un régime dérogatoire par le fisco: les livreurs peuvent être affectés des prestations (sécurité sociale, etc.) par un an, quasi déductibles, mais ne sont pas considérés comme salariés.

Depuis de longs mois, l'audit social du travail, en collaboration avec l'Inspection sociale et l'ONSS, tente donc de trancher l'épineuse question à la demande de la ministre de l'Emploi, Katrijn Peeters. « Nous avons au total de l'emploi, surtout la substance générale de l'audit social, mais nous sommes en retard de donner un avis sur le statut de l'économie collaborative, cela prend beaucoup de temps, nous ne pouvons pas décider sur une telle problématique. » Il y a, dans ce contexte, une nouvelle aide de l'État, comme en avril et mai dernier, est attendu que l'Inspection, la direction de l'Emploi et celle d'Urbanisme soient.

Pour Maria Williams, présidente de la CNE (centrale nationale des employés) Bruxelles et Belgique wallonne, qui a soutenu le collectif de livreurs belges dans leurs différentes actions et actions de travail, « l'enquête belge est, même si elle est importante que la question ne soit pas prise à la légère par nos autorités. »

AMANDINE CLOUT

***Les medias (presse écrite et audio-visuelle) se sont emparés de l'événement, "Assemblée européenne de coursier.ère.s", organisé par le réseau européen Alter Summit. On trouvera ci-dessous des comptes rendus émanant de la presse générale et syndicale ainsi que des passages audio-visuels...***

### **Dans la presse...**

#### **RENCONTRE DES LIVREURS EUROPEENS : nous ne sommes rien, soyons tout !**

15 nov. 2018 - Par [laurent degousée](#) / Blog : [Le blog de laurent degousée](#) - <https://blogs.mediapart.fr/laurent-degousee/blog/151118/rencontre-des-livreurs-europeens-nous-ne-sommes-rien-soyons-tout>

Les 25 et 26 octobre 2018 était organisée à Bruxelles, avec l'aide de l'Alter Summit et de l'association REACT, la première rencontre des livreurs ou riders européens qui travaillent pour les plateformes de livraison telles que Deliveroo, Foodora, Glovo ou Uber Eats.

Elle a compté une soixantaine d'entre eux, venus de douze pays différents (de l'Espagne à la Norvège, les pays de l'Est étant absents) et une trentaine d'observateurs, chercheurs ou syndicalistes.

Ce qui prédomine pour améliorer la condition de ces travailleurs, c'est une approche fondée sur la voie légale dans les pays du Nord et une autre sur la mobilisation dans ceux du Sud. A ce titre, l'Angleterre conjugue les deux aspects : d'un côté, l'organisation de grèves simultanées dans plusieurs villes [le 4 octobre dernier](#), en lien avec les salarié-es de la restauration rapide, dont les livreurs sont le fer de lance avec leur statut d'indépendant qui leur permet de contourner une législation qui corsette le droit de grève (nécessité d'un préavis, interdiction des piquets). De l'autre, les actions victorieuses en justice menées par le syndicat IWGB qui vise à faire reconnaître le statut intermédiaire, dont l'obtention d'un salaire minimum, de *worker* à ces travailleurs uberisés.

La situation française peut être résumée de la sorte :

- Une (auto)organisation des livreurs qui va crescendo :

La faillite de Take Eat Easy en 2016 a servi de déclencheur et a abouti à la première grève nationale l'an dernier dont l'écho médiatique a obligé la direction de Deliveroo à [recevoir](#) à plusieurs reprises les collectifs et syndicats à son origine. En 2018, l'instauration de la tarification au kilomètre a provoqué [une mobilisation encore plus importante](#) ces dernières semaines et renforce la coopération entre les syndicats CGT, CNT-SO et SUD et le CLAP.

- Le syndicalisme, c'est l'école de guerre des travailleurs :

Seule l'organisation syndicale est à même d'assurer la pérennité entre deux luttes, que ce soit en fournissant un soutien juridique, financier, international et une formation aux méthodes traditionnelles de la lutte des classes que sont la manifestation, la grève, le blocage et l'occupation.

- « *C'est le fait qui fait le droit* » :

Les plateformes comme le gouvernement pourront difficilement esquiver plus longtemps la nécessité de la reconnaissance de l'expression collective, de fait ou de droit, de ces travailleurs : par exemple, Deliveroo compte 10.000 travailleurs en France, cela veut dire que la principale plateforme fait partie des 4 % des grandes entreprises que compte notre pays (le seuil pour une grande entreprise est fixé à 5.000 salarié-es ; à titre de comparaison, Carrefour compte elle 120.000 salarié-es).

Le soir, un débat intitulé « Deliveroo du mal » était organisé : outre un sociologue et des livreurs/euses français, italien et norvégien, un juriste a pointé les limites de l'intervention de l'Etat, prenant exemple sur l'amendement du député français Aurélien Taché qui vise à cadenasser toute requalification de contrat en salarié, et des juges, renvoyant aux conditions d'exploitation du 19<sup>ème</sup> siècle et à la nécessité de l'action collective pour y remédier.

Le lendemain, une rencontre a eu lieu entre la dizaine de syndicats présents la veille soient la FGTB, avec plusieurs de ses composantes régionales et sectorielles, la CGT, représentée par ses fédérations des bureaux d'études et du commerce, la CISL italienne, des syndicats du Nord de l'Europe (Allemagne, Autriche, Norvège et Suisse) ainsi que la CES et sa branche de l'alimentation, l'EFFAT.

Les points suivants ont été abordés :

- la nécessité, partagée par tous, de pouvoir organiser ces travailleurs prétendument indépendants mais dépendants économiquement,
- dès lors, la question de leur rattachement aux branches du transport, de l'alimentation (mais les services des plateformes ne se limitent pas à la restauration, à l'instar de Stuart en France) ou des services (il existe une [directive européenne](#)) se pose,
- pour être audible et leur être utile, il s'agit de se mettre à hauteur de coursier, c'est-à-dire partir de leurs revendications, le plus souvent éloignées de la reconnaissance d'un travail salarié, et des formes d'organisation qui sont les leurs.

Un état de la représentation collective de ces travailleurs va être fait dans nos pays respectifs, qu'elle soit de fait ou de droit (exemples : une convention collective a été mis en place en Norvège, il existe un comité d'entreprise Foodora en Allemagne, une charte a été mise en place par la ville de Bologne et des discussions ont commencé avec le ministre italien du travail). Une liste d'échanges va être mise en place pour permettre d'informer les riders des évolutions à l'œuvre dans les autres pays, de peser sur nos gouvernements et les politiques et surtout en direction des plateformes, qui sont les mêmes partout.

## **En Espagne, un livreur Deliveroo voit son contrat requalifié en contrat de travail salarié**

L'entreprise a retiré son appel contre un jugement de juin, probablement pour éviter qu'un tribunal supérieur se prononce et crée un début de jurisprudence.

*LE MONDE | 08.11.2018 à 06h36 • Mis à jour le 08.11.2018 à 08h50 | Par [Sandrine Morel](#) (Madrid, correspondance) et [Aline Leclerc](#) [https://www.lemonde.fr/entreprises/article/2018/11/08/en-espagne-un-livreur-deliveroo-voit-son-contrat-requalifie-en-contrat-de-travail-salarie\\_5380468\\_1656994.html](https://www.lemonde.fr/entreprises/article/2018/11/08/en-espagne-un-livreur-deliveroo-voit-son-contrat-requalifie-en-contrat-de-travail-salarie_5380468_1656994.html)*

**Ce n'est pour l'instant qu'une victoire isolée. Mais une victoire quand même. Le tribunal de Valence en Espagne a définitivement requalifié comme « salarié » un livreur Deliveroo après [avoir](#) considéré que la relation qu'il avait nouée avec la plateforme numérique était celle d'un « faux micro-entrepreneur ».**

Lors d'une conférence de presse, mardi 6 novembre, le livreur valencien Victor Sanchez a annoncé que Deliveroo avait retiré son recours contre ce jugement prononcé en juin en première instance. Le rendant donc définitif, une première en Europe. La plateforme numérique doit l'indemniser pour licenciement abusif, pour un montant de près de 700 euros.

Evoquant un cas particulier, Deliveroo a expliqué avoir renoncé à son recours parce que « *les coûts en appel dépasseraient largement la somme du litige* » et qu'elle aura l'occasion de « *défendre son modèle* » lors d'un autre procès, plus ample, attendu le 25 février 2019 à Valence, avec une centaine de « *riders* » concernés.

Officieusement, il est probable que l'entreprise ait souhaité [éviter](#) que le tribunal supérieur de Valence se prononce sur cette affaire et crée un début de jurisprudence. « *Lorsqu'un tribunal supérieur se prononce, il devient plus difficile d'obtenir un résultat différent pour un cas similaire*, explique l'avocat Natxo Parra du Collectif Ronda, bureau spécialisé dans la défense des droits des travailleurs précaires. *Deliveroo préfère sans doute ne pas avoir ce passif avant les procès qui concernent des centaines de travailleurs qui l'attendent.* »

### **Première assemblée de coursiers de toute l'Espagne**

Le collectif Ronda est en effet à l'origine, avec plusieurs syndicats, de plaintes déposées auprès de l'inspection du travail à Madrid, Barcelone ou Valence. Dans tous les cas, l'inspection du travail a estimé qu'il existe une relation professionnelle qui n'est pas compatible avec le statut de travailleurs indépendants.

« *L'entreprise peut à tout moment [dicter](#) de nouvelles instructions et les travailleurs doivent [obéir](#), parce que leur seule option est d'accepter les conditions ou de [cesser](#) la prestation du service*, pointait l'inspecteur dans son rapport en 2017. *La prétendue liberté de choix que prêche l'entreprise s'accorde mal avec le fait que le contrat prenne fin en cas de refus réitéré de livraison.* » L'inspection du travail a notamment estimé que Deliveroo devrait [verser](#) 160 000 euros pour les cotisations à la Sécurité sociale non payées. Mais ces sanctions doivent à présent [être](#) validées par la justice.

La prochaine étape est donc le procès du 25 février. « *Ce n'est pas gagné, car Deliveroo va sans doute se [défendre](#) en expliquant que depuis l'été 2017, les riders peuvent [refuser](#) des courses sans être pénalisés* », souligne M. Parra qui estime cependant que « *la méthode de Deliveroo de [changer](#) ses contrats dès qu'elle remarque des failles a des limites* ».

Le modèle n'est pas encore sérieusement menacé, mais les troupes commencent à s'organiser. Ainsi, afin de [définir](#) une stratégie conjointe pour « *livrer la bataille* » pour défendre leurs droits, les coursiers espagnols, qui ont jusqu'ici combattu Deliveroo en ordre dispersé, ont annoncé, mardi, qu'ils tiendraient à Madrid les 24, 25 et 26 novembre la première assemblée de coursiers de toute l'Espagne.

Lire aussi : [Deliveroo ne veut ni salariés ni livreurs payés à l'heure](#)

### **Une procédure engagée en France**

La démarche fait écho à la réunion qui s'est tenue à Bruxelles, le 26 octobre, lors de laquelle des représentants de collectif de livreurs de douze pays d'Europe ont créé la première Fédération transnationale des coursiers (TFC), persuadés que le combat doit se [mener](#) aujourd'hui au niveau européen. Ils ont logiquement salué la décision de la justice espagnole comme un signe « *d'espoir* ».

« *C'est une vraie bouffée d'oxygène* », confie Jérôme Pimot, figure française des livreurs à vélo en lutte, qui a participé à la fondation de la TFC à Bruxelles.

Lire aussi : [Jérôme Pimot, le coursier qui court après le salariat](#)

Lui a attaqué aux prud'hommes dès 2014 la plateforme TokTokTok, depuis disparue. Il avait été débouté : les prud'hommes ont renvoyé son dossier – comme tous les autres – devant le tribunal de commerce, l'estimant mieux à même de [juger](#) les conflits entre une entreprise et un micro-entrepreneur. Une décision dont il a fait appel. La procédure est toujours en cours, quatre ans après.

En France, aucun livreur n'a jamais réussi à [faire condamner](#) une plateforme. Mais parallèlement aux procédures individuelles, *Mediapart* a révélé que le parquet de Paris, saisi par l'inspection du travail, avait ouvert, au printemps, une enquête préliminaire contre Deliveroo France pour « *travail dissimulé* », enquête confiée à l'Office central de lutte contre le travail illégal. L'affaire concernerait quelque 2 286 coursiers, dont l'inspection du travail considère qu'ils n'ont rien d'indépendants mais sont bien des salariés classiques, subordonnés à la plateforme. Si tel était le cas, Deliveroo serait redevable de plusieurs millions d'euros de cotisations à l'Urssaf. Une procédure française qui rappelle en tout point la procédure espagnole qui sera jugée en février en Espagne.

#### « Nivellement par le bas »

« *Lors de la réunion de Bruxelles, nous nous sommes rendu compte de combien nos combats étaient similaires d'un pays à l'autre, malgré les différences de nos législations*, témoigne Jérôme Pimot. *Ces plateformes globalisent leur modèle. Contrairement aux multinationales qui jusqu'ici s'adaptaient au droit du travail des pays où elles s'implantaient, elles imposent leurs règles partout, entraînant un nivellement par le bas. Nous serons donc plus fort en globalisant la lutte.* » D'autant que les tentatives de grève en France ont montré la difficulté à mobiliser massivement des travailleurs aussi isolés.

Lire aussi : [« On ne sait plus ce qu'on va gagner » : le désarroi des Deliveroo](#)

En attendant, le gouvernement français va [renouveler](#) sa modeste tentative pour [encadrer](#) le travail des livreurs dépendant des plateformes numériques.

Rejeté par le Conseil constitutionnel en septembre, l'amendement Taché a été intégré dans le projet de loi d'orientation des mobilités qui pourrait être présenté en conseil des ministres avant la fin novembre.

Proposant la signature d'une charte de droits et devoirs non contraignante, il protège surtout les plateformes contre toute requalification des contrats de prestation de service des livreurs en contrat de travail salarié.

**Les plateformes de livraison ont du souci à se faire, les livreurs de tous les pays vont se battre ensemble.**

Aux Royaumes-Unis un mouvement massif de livreurs commençait début septembre. De [Glasgow](#) à [Londres](#) les livreurs ont fait grève à plus de 300 contre les baisses de bonus (et donc de revenus), grève principalement organisée et suivie par les travailleurs sans papiers.

En Italie, les différentes mobilisations menées chez Glovo dans plusieurs villes ont obligé l'Etat à reconnaître le problème du processus que l'on nomme « ubérisation ». L'obligeant à devoir écouter les instances représentatives des livreurs.

En France [un mouvement contre la baisse des rémunérations](#) est en cours depuis près d'un mois organisant des grèves, des occupations de bureaux, des diffusions de tracts, des blocages de restaurant etc.

Partout en Europe des collectifs de coursiers s'auto-organisent pour lutter contre le recul social qu'est l'ubérisation.



Les collectifs et syndicats présents et membres de la Transnational Courier Federation

C'est dans ce contexte que s'est tenue à Bruxelles le 25 et 26 octobre une rencontre entre livreurs organisés souhaitant un cadre européen de luttes. 60 coursiers de 30 collectifs/syndicats et 12 pays différents (Etat espagnol, Italie, France, Angleterre, Irlande, Ecosse, Belgique, Pays-Bas, Suisse, Norvège, Finlande, Allemagne) se sont réunis pour réfléchir à une stratégie d'organisation transnationale.

Après avoir échangé sur les réalités nationales, souvent très différentes – les multinationales ayant dû s'adapter aux possibilités juridiques de chaque pays – nous avons réfléchi à nos possibilités de mobilisations collectives ainsi qu'à des revendications communes. Ainsi de la discussion est ressortie la nécessité de mener des campagnes communes au niveau européen contre le travail à la tâche ainsi que pour la transparence des algorithmes et des données personnelles (l'algorithme nous empêche de connaître les modalités exactes de rémunérations). Dans ce cadre nous avons défendu la nécessité de se retrouver sur des actions et des luttes communes et non seulement sur des mots d'ordre. Ainsi a été votée l'organisation d'une grève européenne le 1<sup>er</sup> décembre pour l'amélioration de nos conditions de travail et des meilleures rémunérations.

Pour organiser ces différents projets et rendre concrets les liens militants que nous avons pu forger durant ces deux jours, nous avons décidé de constituer une fédération transnationale de coursiers la *Transnational Courier Federation*.

Celle-ci se fixe comme objectif d'unir et d'unifier les différentes luttes contre les plateformes sur le territoire européen. Les 30 organisations participantes en sont les membres fondateurs, mais seules celles étant composées de coursiers organisés peuvent participer à la prise de décision. Les coursiers isolés n'ayant pas de collectif ou de syndicat peuvent y adhérer à titre d'observateur et la fédération sera là pour les aider à la création d'une organisation dans la ville ou le pays.

La lutte contre l'exploitation par les plateformes de livraisons ne pourra se faire dans le cadre national. Ces multinationales se basent sur le taux de chômage élevé dans la jeunesse, les difficultés pour les sans-papiers de trouver du travail pour faire leur profit. La démarche internationaliste autour de laquelle s'est constituée cette fédération est un pas en avant pour notre classe. Alors que le nationalisme gagne du terrain en Europe et que les organisations, même de gauche, reprennent des discours nauséabonds sur les frontières, nous livreurs avons décidé de nous organiser contre notre exploitation et de crier haut et fort que les frontières ne nous diviseront pas : livreurs de tous les pays unissons-nous !

## **Face aux plateformes numériques, les livreurs à vélo européens s'organisent**

*Europe sociale - par Mathilde Dorcadie, Bastamag 2 novembre 2018 - <https://www.bastamag.net/Face-aux-plates-formes-numeriques-les-livreurs-a-velo-europeens-s-organisent>*

C'est une première dans le monde de l'« uberisation » : une soixantaine de coursiers à deux-roues « indépendants » se sont réunis afin de construire une stratégie commune à une échelle internationale. Leur objectif : améliorer leurs conditions de travail et faire front ensemble face aux plateformes multinationales de la livraison, de type Deliveroo ou UberEats. Venus de douze pays d'Europe, ils travaillent d'ores et déjà à l'élaboration d'une charte qui demande la création d'un salaire horaire garanti, ainsi que l'exigence de transparence vis-à-vis des données numériques détenues par les plateformes. Reportage.

*« C'est un tournant. Depuis longtemps, nous avions des contacts entre livreurs de différents pays et de différentes plateformes. Mais c'est la première fois que nous participons à une rencontre formelle et organisée », raconte Douglas Sepulchre, ancien livreur pour Deliveroo, désormais membre du « [Collectif](#) des coursier-e-s » à Bruxelles. « Quand j'ai commencé à travailler dans ce secteur, il y a quatre ans, j'étais tout seul dans la rue, je croisais parfois des collègues. Je n'imaginai pas qu'un jour, on se rassemblerait ainsi pour créer une structure commune. »* À l'issue des deux journées d'ateliers et de discussions, les 25 et 26 octobre à Bruxelles, cette assemblée des livreurs européens a annoncé la création d'une « fédération transnationale des coursiers ». Des membres de syndicats étaient présents lors de cette rencontre, en tant qu'observateurs.

### **« Beaucoup se sont fait virer, ou plutôt "déconnecter" de l'application »**

Cette nouvelle fédération travaille désormais à l'élaboration d'une charte, à laquelle 34 collectifs et syndicats de coursiers ont déjà exprimé leur intention d'adhérer. La charte portera sur trois axes de revendications : l'amélioration des conditions de travail, la création d'un salaire horaire garanti et l'exigence de transparence vis-à-vis des données numériques détenues par les plateformes. *« En 2017, 40 mobilisations ont eu lieu dans toute l'Europe. C'est parce qu'il y a eu toutes ces luttes*

*nationales qu'aujourd'hui ce mouvement pan-européen peut naître », analyse Anne Dufresne, chercheuse belge au Gresea (Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative), qui a participé à l'organisation de la rencontre aux côtés d'[Alter sommet](#), qui œuvre pour refonder une « Europe sociale ».*

*« Nous avons réalisé une cartographie des plateformes en Europe : Foodora, Deliveroo, UberEats, Stuart, Glovo... Ainsi qu'un état des lieux des pratiques des employeurs, qui ne se sentent souvent obligés de rien, parfois avec l'assentiment des États. Il y avait donc un besoin absolu de se rencontrer pour en finir avec ces pratiques, et pouvoir commencer à revendiquer ensemble. »* La liberté d'association, qui a largement été évoquée, tient à cœur au Français Jérôme Pimot, co-fondateur du Clap75 (un collectif parisien) et présent à Bruxelles : *« Depuis trois ans, nombre d'entre nous travaillent à des formes de syndicalisation, mais toujours dans la peur. Beaucoup se sont fait virer – ou plutôt "déconnecter" de l'application – suite à leur participation à des actions collectives. »* L'un des objectifs sera de faire inscrire au niveau du droit européen, entre autres, le droit pour les travailleurs des plateformes numériques de se syndiquer, associé au droit de pouvoir faire grève.

### **Association, collectif, ou véritable syndicat ?**

Pour l'instant, la France est l'un des rares pays à avoir pris en compte ces droits, avec l'[article 60](#) de la Loi travail de 2016, rappelle Jérôme Pimot. *« Le droit d'association est constitutionnel, ce n'est pas politique, encore moins économique. Ce n'est pas parce que nous dénonçons certaines conditions de travail, qu'une plateforme doit nous déconnecter, simplement parce que nous serions considérés comme contestataires. »* Lors de la conférence de presse qui a clôturé la rencontre, les organisateurs n'ont pas voulu préciser quel sera le statut juridique de cette nouvelle fédération : association, collectif, ou véritable syndicat. Pour les participants, ce qu'il s'agit de mettre en avant, c'est la rédaction d'une charte constitutive de la fédération qui aura comme objectif de rassembler sur une base commune les groupes qui souhaiteront participer.

### **Je lis, j'aime, je vous soutiens**

*« Évidemment, nous ne pouvons pas intégrer n'importe qui, n'importe quoi. Car les plateformes ont beau jeu, depuis plusieurs années, à chaque création d'un collectif, de tenter de le noyauter ou de créer quelque chose de parallèle. Par ailleurs, il faut que les nouveaux collectifs de livreurs qui se constitueront sachent à quoi s'attendre, s'ils viennent vers nous »,* complète Jérôme Pimot. Le texte servira de référence au sein de chaque État, plutôt qu'à l'échelon européen. Car, parmi les 12 pays représentés, plusieurs ne font pas partie de l'Union (la Suisse, la Norvège et bientôt le Royaume-Uni). Plus tard, des alliances seront même envisageables au-delà de l'Europe, avec des travailleurs aux États-Unis, en Amérique du sud, en Asie et ailleurs.

### **Transparence des données et des algorithmes**

*« Parce que ces multinationales ont un "business model" à l'échelle planétaire, la seule riposte possible est un mouvement social coordonné à la même échelle »,* ajoute Anne Dufresne. *« Sinon, c'est l'atomisation et le dumping social entre les pays. Cela a toujours existé, et continuera encore. Ce qui est très important et très fort dans cette assemblée, c'est qu'on ait vu des personnes qui sont par*

définition isolées, se rassembler. Elles se sont constituées non seulement au sein de collectifs, dans des villes, dans des pays. Mais aussi désormais à l'échelon transnational », ajoute la sociologue.

Parmi les points soulevés, la question de la transparence des données est aussi centrale. « Chaque livreur, chaque client, chaque restaurant apportent des données, qui sont censées être personnelles. Elles n'ont pas vocation à alimenter les plateformes, mais en fait, c'est le carburant, le sang des plateformes », ajoute Jérôme Pimot. Ces dernières collectent un nombre important d'informations – les habitudes culinaires des consommateurs ou leur pouvoir d'achat, leur lieu de travail ou leur domicile, leurs numéros de téléphones et leurs données bancaires. Une mine qui peut être revendue à prix d'or. Par ailleurs, les travailleurs voudraient obtenir des informations concernant le fonctionnement des algorithmes qui attribuent les commandes, fixent les bonus en cas d'intempéries, ou calculent le prix du parcours sans prendre toujours en compte la géographie ou la circulation.

### **Manifestation aux côtés des cyclistes bruxellois**

Les tentatives menées auprès des entreprises pour obtenir des éclaircissements sur le fonctionnement et la gestion des données statistiques se sont pour l'instant heurtées à leur refus. « Ces algorithmes ne sont pas neutres. On ne peut pas négocier avec un algorithme, et si on ne le comprend pas, cela crée un sentiment d'injustice pour les travailleurs », souligne le sociologue du travail Marc Zune. Les livreurs soupçonnent aussi une utilisation commerciale et concurrentielle de ces données, notamment par Deliveroo, qui s'en servirait pour créer des « cuisines en propre », les Roo Editions, des restaurants sponsorisés par la marque (lire [notre article](#)).

Pour clôturer la rencontre, les livreurs se sont joints à la manifestation mensuelle de la « Masse critique », qui rassemble des cyclistes belges réclamant de meilleures structures urbaines pour les deux-roues, en particulier pour leur sécurité. Des revendications que partagent également les coursiers, en première ligne dans la jungle des usagers des transports. « Cela nous touche aussi, car on risque notre vie sur la route. Il faut aller toujours plus vite pour gagner de l'argent. C'est pour cela qu'on veut un salaire horaire et pas seulement à la course, pour sortir de cette pression », souligne Jérôme Pimot. Les participants n'ont pas été découragés par la pluie, et ont affiché en toutes lettres leur mot d'ordre : « Not just for us but for everyone » – Pas seulement pour nous, mais pour tout le monde.

### **More riders, more radical, more... break: An interview with French riders**

by [Arthur Hay](#), [Steven Bouvier](#), [Callum Cant \(@CallumCant1\)](#) in [The Transnational Courier Federation \(#4.2\)](#) - October 31, 2018 - <https://notesfrombelow.org/article/more-rider-more-radical-more-break>

**Authors - Arthur Hay:** Arthur Hay is a rider from Bordeaux and member of the [Syndicat de Coursiers a Velo de Gironde](#) and the CGT; **Steven Bouvier:** Steven Bouvier a rider from Paris and a member of the [Collectif des Livreurs Autonomes de Paris](#) and Sud Solidaries; **Callum Cant (@CallumCant1):** Callum Cant is currently writing *Working for Deliveroo*, forthcoming with Polity Press. He is a PhD student at the University of West London.

'Right now we are in struggle in Paris'

In October food platform workers from 12 states and 34 organisations met in Brussels for the founding meeting of the **Transnational Federation of Couriers**. This federation will represent

platform workers across borders and lead a coordinated fight for better conditions in the sector. During the meeting, we interviewed a number of workers from across Europe to get a better understanding of the dynamics of the struggle.

AH Deliveroo arrived in France in 2015. At first it was good, everyone was well paid. Then in 2016, a company called TakeEatEasy, a Belgian company, went bust. After that, loads of riders were looking for another company. Deliveroo took over all the restaurant partners from TakeEatEasy and the riders too. One week later, they changed the pay structure (*tarification*).

Before we were paid €7.50 an hour plus €2/3/4 a drop depending on how long you'd been working. They were promising huge wages if you stayed for four months. It was awesome. Then there were the bonuses. if you worked Fri/Sat/Sun you got an extra €50. If it was raining, and in my city it rains a lot, you got €15 euros an hour. I was working 55 hours a week and taking the next week off to go somewhere.

But it didn't last. They decided that they owned the riders, we didn't have a choice, so the new workers coming to Deliveroo got a new deal: €5 a drop. And then the bonuses disappeared overnight. They were sending us emails: 'oh, sorry, this doesn't exist any more', 'Rain? No, it didn't rain yesterday!'. It happened in a really short time, and the old riders from TakeEatEasy wanted to get organised. They lost 2 weeks of pay when the company went bust, they didn't get their last paycheque. We made groups in most of the cities. At that time there were only big cities with the platforms.

### **CC How many cities?**

AH Lyon, Marsailles, Bordeaux, Paris, Nantes, Lille - I think one more as well, seven cities. There were groups of people talking about how we could respond.

This was in September 2016, just after the London strike. I remember we were talking a lot about what you were doing in the UK, that movement was the inspiration. It showed us it was possible to get organised, and we decided to do the same. We met, 30 to 50 of us, and chatted about the job. We didn't organise. There were no actions taken. We just had a good chat, there was nothing tactical in it. Myself and a few others decided to prepare meetings in all the places and get more organised. We would meet not just to talk about our last delivery but how to get organised and how to impact the company.

I decided with a few other to go to CGT, the biggest union in France. In my mind it was like: sure, we won't get 50 persons there, because the youth don't want anything to do with unions. Basically they think you're a communist if you're in a union, especially the CGT. So we were more like 10, 12, sometimes less. But we were finally getting organised. We gave people tasks and they did them.

In Bordeaux when they changed the pay they fired all the people with old contracts and hourly pay. In one hour we knew what to do - boom boom boom, and the day after we organised a strike. That was 26th July 2017. Then on the 27th Paris and Lyon did the same. It was huge. We had a big impact on public opinion. And so we succeeded in getting an appointment with the top management of Deliveroo in France. So we met for four hours, but then they said: 'Ok, nice to talk to you, but the law doesn't oblige us to listen to you s this was not a negotiation'. After that we tried to do other strikes but we lost momentum. It was hard, but we kept the strike for almost two weeks. Then it fell apart.

Now in the union in Bordeaux, we have suffered with turnover. The organising team is smaller, and the union is not so strong. But we keep going, there will be a strike on Friday (26th October) following Paris, because they did a strike last Friday that worked perfectly.

**CC I find it very hard to keep track, but Paris must have been on strike eight times now?**

SB Yes, I think about eight.

**CC And then there has been action in other cities all over France, they have been on strike over and over again.**

SB We have tried to make a national union of all the riders, but it has been difficult to organise everyone to do everything at the same time. There is local reality to contend with. Sometime you're alone, sometimes there are a lot of bikers who want to fight, who want to struggle. So, for the moment we can't coordinate exactly - the same day, the same hour. But we have the skeleton of a national organisation called CAVAL: it translates as something like, 'coordination of action towards the autonomy of riders'.

**CC Earlier, a worker from Paris announced that the threat of a blockade of a dark kitchen site had led to Deliveroo promising to negotiate with workers. What's the situation?**

SB Right now we are in struggle in Paris. Two weeks ago, we had a strike on Sunday night over changed to the pay structure, we were like forty strong. After the strike we had a general assembly, like we do after every strike. It's the best way to plan and keep riders involved. We were asking each other what the next steps would be.

We decided to go to the Deliveroo offices, and we were chatting a lot with other bikers during the week. We were fifty strong the next action. They just closed the door and didn't want to meet us. So, we did the same thing last week. This time we were eighty strong. We were getting more and more numbers. We said okay, they have closed the doors again, that night we will have a strike. We blockaded lots of key restaurants and got them to turn the application off. Deliveroo didn't work in Paris at all that night.

**CC Was this groups of two or three riders going restaurant to restaurant?**

SB It was just two groups of 25 workers. They just said, 'hello can you stop using Deliveroo tonight to support our struggle?' And a lot of them said yes, no problem, we can do it for one or two hours. We did the same thing Sunday. So three days of strike in two weeks. They said then that they could meet up 'if you are not violent' etc. Today they saw about the next action, the editions blockade, and they said again they wanted to meet. The editions kitchens are where they make a lot of their money, they are like restaurant-factories, so blockading them is very powerful. We have invited the French boss to come chat with us at the blockade. For the next negotiation we will have the balance of power [rapport de force]. We want to meet on our terms.

AH The first condition would be: this is a negotiation, not just a meeting.

**CC That would be the first time ever, right. Deliveroo have never collectively bargained with workers before.**

AH If it happens!

**CC What is the role of migrant workers in this struggle?**

SB There is not a lot of migrants in the struggle, because they're really more precarious than us.

**CC They're undocumented (*sans papier*)?**

SB Yes, they don't have papers. It's difficult for us. Maybe we should write something in English or Urdu specifically talking about these questions, but at the moment it is a goal we have yet to achieve. Many of these workers are working on someone else's account, and that person takes a percentage.

AH Like a mafiosi

SB So if they struggle they could have a problem from the person who owns the account.

**CC Where is the struggle going in France?**

SB More rider, more radical, more... break.

- <https://foodoracampaign.noblogs.org/post/2018/10/11/when-mr-robot-is-your-boss-working-under-algorithms/>
- <https://notesfrombelow.org/article/new-global-challenge-against-platform-capitalism>
- <http://www.chicago86.org/lotte-in-corso/europa/belgio/1212-da-bruxelles-i-riders-lanciano-la-sfida-al-capitalismo-delle-piattaforme-guniamociq.html>

**Da Bruxelles i riders lanciano la sfida al capitalismo delle piattaforme: "Uniamoci"**

*Clara Mogno, Bruxelles, 28.10.2018 [tratto da <https://ilmanifesto.it/>] - Belgio - <https://ilmanifesto.it/da-bruxelles-i-riders-lanciano-la-sfida-al-capitalismo-delle-piattaforme-uniamoci/>*



Forza lavoro. Un'assemblea con i ciclo-fattorini di dodici paesi ha deciso la costituzione della prima federazione transnazionale contro Uber, Foodora e Deliveroo. Il controattacco è basato sui diritti, salari e solidarietà collettiva e europea

Dal cuore dell'Europa è stata lanciata una sfida a Deliveroo, Ubereats, Glovo e Foodora: sessanta lavoratori delle piattaforme di *delivery*, organizzati localmente in collettivi o in sindacati e provenienti da dodici paesi (Austria, Belgio, Finlandia, Francia, Germania, Irlanda, Italia, Norvegia, Olanda, Spagna, Svizzera e Regno Unito) si sono trovati a Bruxelles per un'assemblea che ha dato vita alla prima federazione transnazionale dei *riders* (Transnational Federation of Couriers).

Le richieste che sono state avanzate dai lavoratori e dalle lavoratrici sono molte ma quelle che sono state riconosciute come più urgenti e importanti sono da una parte l'abolizione del cottimo e la richiesta di una paga oraria, dall'altra la trasparenza rispetto all'uso dell'algoritmo e dei dati da parte delle piattaforme. Caratteristica principale della traduzione digitale del lavoro è infatti il ritorno del cottimo, il pagamento a consegna, a corsa. È questo un sistema di retribuzione basato sulla prestazione del "lavoratore autonomo", spesso calcolata sui chilometri percorsi, che non considera la messa a disposizione del tempo del rider che, aspettando gli ordini nelle strade e nelle piazze, è con il suo zaino un autentico cartellone pubblicitario dell'azienda. Più consegne si fanno più si guadagna, dunque, ma anche più si è costretti a correre e più si rischiano incidenti e infortuni, come tristemente si legge nelle pagine di cronaca.

I data, poi, la vera ricchezza – denunciano i riders – del capitalismo di piattaforma: come funziona l'algoritmo? Come vengono attribuite le consegne ai lavoratori? E soprattutto, come vengono trattati i dati raccolti dalle piattaforme di *delivery*? Quello che si sa per certo è che Deliveroo, dopo aver mappato per anni le città in cui è attivo e arrivano a conoscere con precisione scientifica abitudini alimentari, gusti e potere d'acquisto dei consumatori, ha costruito le cosiddette "dark kitchens" per le "Roo editions". In Francia e in Inghilterra, in zone periferiche della grandi città, si confezionano i cibi che prima venivano richiesti ai ristoranti. Non più un semplice intermediario: il canguro del delivery ha intenzione di eliminare dal rapporto che lega *riders*, consumatori e ristoranti proprio questi ultimi, sostituendosi a loro. Alla base di questa nuova enorme possibilità di profitto sta la voracità della compagnia che, dopo aver accumulato dati per anni, ora può mettere a frutto la mappatura dei consumi che ha a disposizione – una ricchezza che invece, rivendicano i lavoratori, dovrebbe essere restituita a tutti, consumatori e lavoratori.

L'appello da Bruxelles è lanciato, e la lotta che vuole essere portata avanti ha immediatamente un carattere transazionale. Se il capitalismo di piattaforma agisce in maniera globalmente differenziata, è ora più che mai essenziale da una parte mettere a disposizione di tutti i lavoratori della cosiddetta "gig economy" delle inchieste sulle forme locali di sfruttamento, affinché si possano prevedere le possibili trasformazioni nei diversi paesi, dall'altra preparare un contrattacco che non si limiti alla dimensione europea ma che possa porsi sullo stesso livello delle piattaforme, quello globale.

Che si dimentichi la concorrenza tra lavoratori veicolata dalla *gamification* e dalla prestazione, che si creino alleanze transnazionali e transcontinentali, che chiunque voglia unirsi alla lotta contro lo

sfruttamento nel lavoro digitale possa trovare riferimento e aiuto, che sia una federazione aperta e solidale, che si porti avanti una lotta intersezionale: questo quello che vuole creare la prima Transnational Federation of Couriers (Federazione Transnazionale dei Fattorini).

E Uber, che ha appena annunciato Uberworks, non avrà gioco facile. La sfida è lanciata.

**Voir aussi -**

<https://www.google.com/search?q=Da+Bruxelles+i+riders+lanciano+la+sfida+al+capitalismo+delle+piattaforme%3A+%22Uniamoci%22+&ie=utf-8&oe=utf-8&client=firefox-b>

## Livreurs (à-l'encontre basta )

[Altermondialisme](#) [Economie](#) [Europe](#) [International](#) [Internet](#) [Jeunes](#) [Santé](#) [Syndicalisme](#)

25 octobre 2018 - <http://npa29.unblog.fr/2018/10/25/livreurs-a-lencontre-ch/>

(Article publié dans Le Soir, en date du 25 octobre 2018; <https://journal.lesoir.be>; reproduit avec autorisation de l'éditeur) - 25 octobre 2018 **Amandine Clout**



## Les livreurs de Deliveroo s'engagent sur la voie de ceux et celles de Ryanair

**Ce jeudi 25 octobre et ce vendredi 26 octobre, les représentants des livreurs et de 12 syndicats se réunissent à Bruxelles.**

Ces livreurs sont devenus inévitables, parties intégrantes du paysage urbain de Londres, en passant par Rome, jusqu'à Paris et Bruxelles. Eux, ce sont cette nouvelle main-d'œuvre à bicyclette qui livre à domicile à toute heure du jour et de la nuit, de plus en plus de plats de restaurant pour le compte de «plateformes» comme Deliveroo, UberEats (les deux sont actives en Belgique) ou encore Foodora, autre leader de la «foodtech».

Eux, de plus en plus nombreux aussi, en ont surtout «*marre de ne pas être entendus*» par les multinationales qui les emploient «*à la demande*», sur leurs conditions de travail qu'ils estiment «*déplorables, dangereuses, sous-payées et sous-protégées*». Un peu partout en Europe, ils se sont donc organisés en collectifs pour défendre leurs droits ces deux dernières années. La Belgique ne fait pas exception avec plusieurs arrêts de travail chez les coursiers Deliveroo à son actif.

#### **40 mobilisations en un an**

L'*AlterSummit* – réseau européen qui rassemble des syndicats et des mouvements sociaux (en Belgique, les centrales FGTB: Fédération générale du travail de Belgique et CSC: Confédération des syndicats chrétiens – réunissant une dizaine de pays a donc décidé de les réunir pour la première fois à Bruxelles. Afin de créer un début de mouvement paneuropéen coordonné.

Soixante livreurs appartenant à des collectifs et trente représentants d'organisations syndicales de douze pays (Royaume-Uni, France, Italie...) seront présents jeudi et vendredi, pour une première assemblée générale, des débats et une action sur deux roues dans les rues de la Capitale (Bruxelles), ce vendredi soir.

#### **Une idée qui a émergé naturellement.**

«*Nous nous intéressions à la question de la main-d'œuvre des plateformes numériques. Puis nous avons remarqué que, rien qu'en 2017, quarante actions de livreurs (des grèves, des actions symboliques...) avaient eu lieu partout en Europe, en Belgique, les premières mobilisations datent de janvier 2018*», explique Anne Dufresne, chercheuse au Gresea, Groupe de recherche pour une économie alternative et co-organisatrice de l'assemblée générale européenne des coursiers.

#### **Détail qui a tout son poids:**

Les syndicats classiques, qui normalement ne «*couvrent*» pas une main-d'œuvre indépendante [qui est donc considérée comme auto-entrepreneuse], ont un peu partout approché ces mouvements ou y ont apporté leur soutien (logistique et d'audience).

#### **La démarche pensée par *AlterSummit* est donc simple, même si elle est compliquée à traduire en pratique**

Puisque les plateformes qui ont créé cette nouvelle forme de travail à la demande sont des transnationales, il faut leur répondre par une mobilisation transnationale. «*Nous avons donc demandé aux collectifs de livreurs de nous expliquer ce qu'ils portaient comme revendications dans leurs douze pays respectifs. Tout en nous intéressant aux statuts sous lesquels étaient employés ces coursiers et à la manière dont ils étaient rémunérés*», poursuit la chercheuse.

Une cartographie qui révèle des fortes différences mais également un socle possible pour des revendications et des actions communes.

«*Aux Pays-Bas et en Autriche par exemple, les coursiers opèrent déjà sous un statut d'employé. Tandis que dans d'autres pays, ils sont indépendants. Mais les doléances sont finalement partout les mêmes: elles tournent autour d'un salaire horaire, d'une requalification du statut, d'une vraie protection sociale. La garantie du travail aussi est centrale puisque ces plateformes emploient quand elles le souhaitent.*» Un appel auquel les organisations locales ont répondu en masse, selon

AlterSummit qui assure «avoir dû limiter le nombre de participants à cette première réunion en sélectionnant des livreurs déjà très actifs au niveau local et des organisations syndicales également impliquées».

### Une enquête belge toujours en cours

La question du statut des livreurs est bien sûr ici centrale: doivent-ils être reconnus comme des salarié-e-s de ces plateformes dites collaboratives ou comme des travailleurs/travailleuses indépendants libres de leurs mouvements? En Belgique, en raison du statut fiscal «spécial économie collaborative», la problématique est encore plus épineuse.

Deliveroo et UberEats, toutes deux actives en Belgique, disposent d'un agrément délivré par le pouvoir fédéral: les livreurs peuvent donc effectuer des prestations (jusqu'à 5 100 euros par an), quasi défiscalisées, sans se soumettre au statut d'indépendant.

Depuis de longs mois, l'Auditorat du travail, en collaboration avec l'Inspection sociale et l'ONSS (Office national de sécurité sociale), tente donc de trancher l'épineuse question à la demande du ministre de l'Emploi, Kris Peeters. «Nous irons au bout de l'enquête, assure la substitute générale de l'Auditorat, Nadine Meunier.

*Mais notamment en raison du glissement vers le statut de l'économie collaborative, cela prend beaucoup de temps, nous ne pouvons rien éluder sur une telle problématique.»* Il y a deux semaines, une nouvelle salve de livreurs a, comme en avril et mai dernier, été entendue par l'Inspection sociale; la direction de Deliveroo et celle d'UberEats suivront.

Pour Martin Willems – permanent de la CNE (Centrale nationale des employés) déjà active dans le cadre des mobilisations chez Ryanair – de Bruxelles et du Brabant wallon, qui a soutenu le collectif de livreurs belges dans leurs différentes actions et arrêts de travail, «l'enquête traîne trop, même s'il est important que la question ne soit pas prise à la légère par nos autorités».



***Le même article d'Amandine Clout a été publié dans les médias suivants...***

**(Le Soir +) Les livreurs Deliveroo veulent un mouvement à la Ryanair - Mis en ligne le 25/10/2018 à 06:10 Par [Amandine Clout](https://plus.lesoir.be/186437/article/2018-10-25/les-livreurs-deliveroo-veulent-un-mouvement-la-) - <https://plus.lesoir.be/186437/article/2018-10-25/les-livreurs-deliveroo-veulent-un-mouvement-la->**

[ryanair?referer=%2Farchives%2F Recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Ddate%2520desc%26word%3Ddufresne#\\_ga=2.189410475.1463399076.1540637023-429699816.1503574749](https://www.ryanair.com/fr/fr/faq/faq-transport/faq-transport-2018-2019)

**(A l'encontre La Brèche) Europe. Les livreurs de Deliveroo s'engagent sur la voie de ceux et celles de Ryanair** - Publié par Alencontre le 25 - octobre – 2018 - (Article publié dans Le Soir, en date du 25 octobre 2018; <https://journal.lesoir.be>; reproduit avec autorisation de l'éditeur) - <https://alencontre.org/europe/europe-les-livreurs-de-deliveroo-sengagent-sur-la-voie-de-ceux-et-celles-de-ryanair.html>

## **La Masse critique de Bruxelles rejointe par des livreurs à vélo mécontents**

BRUXELLES 20:06 26/10/2018 (BELGA) - <http://www.belga.be/fr/news/details-96401230/>

Entre 40 et 50 livreurs à vélo venus de toute l'Europe se sont ajoutés vendredi soir à la Masse critique de Bruxelles, organisée chaque dernier vendredi du mois pour exiger de meilleures infrastructures pour le vélo. Ces coursiers, qui travaillent pour Ubereats, Deliveroo ou l'espagnole Glovo notamment, ont créé dans la capitale européenne une Fédération transnationale des coursiers pour exiger de meilleures conditions de travail.

"Not just for us but for everyone" (Pas que pour nous mais pour tout le monde), ont brandi les livreurs à vélo lors de la Masse critique, qui s'est élancée vers 18h45. Une cinquantaine de coursiers se sont joints à cette manifestation mensuelle des cyclistes, à Bruxelles. Ils dénoncent leur "exploitation par une nouvelle forme de travail".

Plusieurs plateformes de livraison ont vu le jour, les plus connues en Belgique étant Deliveroo et Ubereats, qui livrent des repas à domicile. La Fédération transnationale vise toutefois plus large que le secteur de l'alimentation et a également pour cible des start-ups telles que Glovo, née en Espagne ou Stuart, créée en France, qui livrent des produits du commerçant au client.

Les livreurs partagent un point commun: ils sont payés à la course. Une tarification qu'ils rejettent: ils exigent un salaire horaire garanti. "Les coursiers risquent leur vie sur la route car ils doivent aller le plus vite possible. Plus on réalise de courses, plus on gagne d'argent", explique un livreur français. Pour défendre la dizaine de revendications des livreurs européens, reprise dans une charte écrite ce vendredi, ceux-ci ont créé une Fédération "pour enfin s'exprimer contre ces plateformes voyous, en grande partie aidées par les Etats", explique Anne Dufresne, coordinatrice et membre d'Alter Summit, réseau européen de syndicats et mouvements sociaux, qui soutient l'initiative.

La Fédération rassemble des collectifs issus de 12 pays: Autriche, Belgique, Finlande, France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Norvège, Espagne, Suisse, Royaume-Uni et Irlande. Soixante collectifs et trente syndicats ont pris part à leur première Assemblée européenne qui se tenait à Bruxelles jeudi et vendredi. (INT, GEN, OLA, DDM, fr)

### ***Les journaux ayant repris l'info de l'agence Belga ...***

**(La Libre) La Masse critique de Bruxelles rejointe par des livreurs à vélo mécontents** - Publié le vendredi 26 octobre 2018 à 19h58 à BRUXELLES (Belgique) - <http://www.lalibre.be/dernieres->

[depeches/belga/la-masse-critique-de-bruxelles-rejointe-par-des-livreurs-a-velo-mecontents-5bd35605cd70e3d2f659a7a0](https://www.belga.be/depeches/belga/la-masse-critique-de-bruxelles-rejointe-par-des-livreurs-a-velo-mecontents-5bd35605cd70e3d2f659a7a0)

**(Vers L'Avenir) Des livreurs à vélo de 12 pays européens se réunissent dans une Fédération transnationale des coursiers** - SOCIAL - 26/10/2018 à 18:27 - Belga

[https://www.lavenir.net/cnt/dmf20181026\\_01248321/des-livreurs-a-velo-de-12-pays-europeens-se-reunissent-dans-une-federation-transnationale-des-coursiers](https://www.lavenir.net/cnt/dmf20181026_01248321/des-livreurs-a-velo-de-12-pays-europeens-se-reunissent-dans-une-federation-transnationale-des-coursiers)

**(La Dernière heure) Des livreurs à vélo se réunissent dans une Fédération transnationale des coursiers** - Publié le vendredi 26 octobre 2018 à 18h24 à BRUXELLES (Belgique) -

<http://www.dhnet.be/dernieres-depeches/belga/des-livreurs-a-velo-se-reunissent-dans-une-federation-transnationale-des-coursiers-5bd3402acd70e3d2f6590aef>

**(MSN Actualités) Des livreurs à vélo se réunissent dans une Fédération transnationale des coursiers** – BELGA, 26-10-18 - <https://www.msn.com/fr-be/news/monde/des-livreurs-c3-a0-v-c3-a9lo-se-r-c3-a9unissent-dans-une-f-c3-a9d-c3-a9ration-transnationale-des-coursiers/ar-BBOWG99>

**(Skynet News Proximus) Des livreurs à vélo se réunissent dans une Fédération transnationale des coursiers** - vendredi 26 octobre 2018 | Belga - <http://www.skynet.be/actu-sports/belgique/article/1898444/des-livreurs-a-velo-se-reunissent-dans-une-federation-transnationale-des-coursiers>

**(bx1 Médias de Bruxelles) Des livreurs à vélo se réunissent dans une Fédération transnationale des coursiers** - 26 octobre 2018 18h28 - <https://bx1.be/depeches/des-livreurs-a-velo-se-reunissent-dans-une-federation-transnationale-des-coursiers/>

**(Vivre Ici) Les coursiers organisent une assemblée européenne pour améliorer leurs conditions de travail** - Une “assemblée européenne” de coursiers à vélo a lieu ce vendredi soir à Bruxelles - Date de publication vendredi 26 octobre 2018 à 18h16 Source : [BX1](#) - ► Les détails avec Michel Geyer - [http://www.vivreici.be/article/detail\\_les-coursiers-organisent-une-assemblee-europeenne-pour-ameliorer-leurs-conditions-de-travail?id=219899](http://www.vivreici.be/article/detail_les-coursiers-organisent-une-assemblee-europeenne-pour-ameliorer-leurs-conditions-de-travail?id=219899)

**(Le Vif Trends) Des livreurs à vélo se réunissent dans une Fédération transnationale des coursiers** - 26/10/18 à 18:24 - Mise à jour à 18:26 - Source: Belga - <https://www.levif.be/actualite/belgique/des-livreurs-a-velo-se-reunissent-dans-une-federation-transnationale-des-coursiers/article-belga-1045955.html>

**(Metro) Des livreurs à vélo se réunissent dans une Fédération transnationale des coursiers** - 26/10/2018 - source: Belga - <https://fr.metrotime.be/2018/10/26/news/des-livreurs-a-velo-se-reunissent-dans-une-federation-transnationale-des-coursiers/>

**(RTL) La Masse critique de Bruxelles rejointe par des livreurs à vélo mécontents** - Agence Belga, publié le 26 octobre 2018 à 19h58 | <https://www.rtl.be/info/monde/economie/la-masse-critique-de-bruxelles-rejointe-par-des-livreurs-a-velo-mecontents-1071975.aspx>

**(RTL) Des livreurs à vélo se réunissent dans une Fédération transnationale des coursiers** - Agence Belga, publié le 26 octobre 2018 à 18h24 | <https://www.rtl.be/.../des-livreurs-a-velo-se-reunissent-dans-une-federation-transnationale-des-coursiers-1071941.aspx>

## Misnoegde fietskoeriers uit heel Europa verzamelen in Brussel

*Economie - 25/10/2018 MD© BRUZZ - <https://www.bruzz.be/economie/misnoegde-fietskoeriers-uit-heel-europa-verzamelen-brussel-2018-10-25>*

**Donderdag en vrijdag vindt in Brussel de AlterSummit plaats. Op die 'top' verzamelen ook fietskoeriers van Deliveroo en Uber uit 11 verschillende landen. In plaats van in elk land apart actie te voeren, willen ze de krachten bundelen. "Die bedrijven wegen internationaal zwaar door. Het is tijd dat de koeriers dat ook doen", zegt een ontslagen Deliveroo-koerier.**

De AlterSummit vormt de ideale gelegenheid voor fietskoeriers om voor het eerst ervaringen uit te wisselen met lotgenoten uit andere Europese landen. Twee dagen lang wordt er door syndicale delegaties, koeriers en activisten gedebatteerd over de arbeidsvoorwaarden en werkomstandigheden van fietskoeriers bij bijvoorbeeld UberEats en Deliveroo, maar ook Foodora. Die maaltijdleverdienst is niet actief in België en moest ook in Nederland onlangs de boeken neerleggen, maar is nog in 9 andere landen werkzaam.

Koeriers bij Deliveroo en UberEats werken als zelfstandigen, waardoor de multinationals hun verantwoordelijkheden als werkgever niet opnemen, is de teneur van de meeting. "De platformen omzeilen zo de arbeidswetgeving. Koeriers krijgen geen minimumloon, vakantiedagen en zijn ook niet verzekerd", klinkt het op de website.

"Het idee kwam er nadat we merkten dat er in verschillende landen aparte acties ontstonden tegen de werkomstandigheden bij bedrijven als Deliveroo en Uber. Die multinationals wegen zwaar door op het internationaal niveau, dan is het tijd dat wij – die de dupe zijn van dat systeem - dat ook doen", zegt een ontslagen Deliveroo-koerier aan onze redactie.

### Vrijdag ook fietsprotest

Donderdagavond vindt er ook een gratis, open debat in het Théâtre National op de Emile Jacqmainlaan plaats. Vrijdagavond zullen dan weer heel wat fietskoeriers uitrijden in Brussel. Ze doen dat samen met het fietsprotest van '[Critical Mass](#)'. De tweedaagse moet uiteindelijk uitmonden in een pan-Europees collectief van koeriers, een betere onderlinge communicatie en acties die internationaal gedragen worden.

## European network meeting for riders lead to formation of a Transnational Courier Federation, made up of 34 unions and collectives from 12 states (to be updated)

*Union News - Comment 77% Upvoted - 26.10.2018*  
[https://www.reddit.com/r/deliveroos/comments/9rm1xm/european\\_network\\_meeting\\_for\\_riders\\_lead\\_to/](https://www.reddit.com/r/deliveroos/comments/9rm1xm/european_network_meeting_for_riders_lead_to/)

## Les syndicats...

Stop à la casse sociale! | NUMERIQUE Les coursiers s'organisent en syndicat | BAROMETRE Pauvreté: un Belge sur sept | TAM TAM La dignité est dans la loi | ECART SALARIAL Métiers féminins mal lotis

ACTUALITÉS

> PLATEFORMES NUMERIQUES

## Les coursiers s'organisent en syndicat transnational

Une soixantaine de collectifs de livreurs à vélo venus d'Autriche, Belgique, Finlande, France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Norvège, Espagne, Suisse, Royaume-Uni se sont retrouvés à Bruxelles les 25 et 26 octobre pour fonder la Fédération Transnationale des Coursiers. Les coursiers s'organisent en syndicat pour faire valoir leurs droits et tenter d'obtenir une réglementation du travail au niveau des Etats et de l'Union européenne encadrant les plateformes numériques qui les exploitent. Il est temps, disent les coursiers de passer du 19<sup>e</sup> au 21<sup>e</sup> siècle.

Ce sont pas moins de 60 «collectifs» de coursiers venus de 12 pays différents qui ont décidé de jeter les bases d'une organisation syndicale propre aux coursiers et de le faire à un niveau supranational. Parce que face à une multinationale, il faut une riposte coordonnée à la même échelle. C'est une des raisons pour lesquelles ils fondent leur propre syndicat au lieu de passer par des fédérations nationales. Ce n'est pas contre elles: une trentaine de syndicats soutiennent l'initiative, dont l'UITP-NTB, notre centrale des transports, et l'Horval, notre centrale de l'alimentation-Horeca-Services. Les coursiers des plateformes numériques (Deliveroo, Foodora, Uber eats, Stuart, Olvo & Co) sont atomisés: ils n'ont pas de lien entre eux, pas de lieu de travail fixe autre que les rues des grandes villes. Ils sont payés à la course, entre 5 et 7 euros. Si la plateforme ne les contacte pas, ils ne gagnent rien. Pourtant, dit l'une des déléguées à cette assemblée, même sans course, avec l'uniforme de la plateforme, on lui fait de la publicité. Sous couvert d'économie collaborative ou de modernité, les conditions

de travail des coursiers rappellent le 19<sup>e</sup> siècle avec ces files d'ouvriers qui attendaient sur le trottoir des l'aube qu'un employeur veuille bien leur donner du travail pour la journée. En un an, explique Anne Dufresne, économiste au GRESEÁ, qui est à l'origine de cette initiative, 40 collectifs ont mené des grèves. Non sans risque. Un coursier explique qu'après une action de grève, il a été «décoronné». C'est-à-dire que la plateforme l'a éliminé sans plus de sa base de données. Pas content! Ciao! Silence radio.

Iker a fait le déplacement du pays Basque pour venir participer à cette assemblée des coursiers à vélo. Cela fait trois mois qu'il travaille pour une de ces plateformes et ce travail ne lui rapporte que 800€ bruts par mois. «Nous nous sommes rendu compte que nous étions tous dans la même situation, explique-t-il. On nous considère comme des travailleurs indépendants mais on nous traite comme des salariés». Des salariés, moins les droits. Pas de sécu, pas de chômage, pas d'assurance accident, pas de contrat, pas de droit d'association ou de grève, etc. «Nous voulons qu'on nous considère comme des travailleurs à part entière, avec une couverture sociale, un salaire fixe, le droit de se syndiquer, enfin, nous voulons récupérer tous les droits qu'on nous a confiés sous prétexte de travail indépendant», explique Iker. La liste de revendication est longue. Elle n'est pas encore exhaustive. La fédération vient de voir le jour et elle doit peaufiner sa charte, mais trois revendications phare sortent du lot. D'abord la liberté d'association. Hormis la France où la loi El Khomri qui a renforcé la flexibilité a tout de même introduit le droit de grève pour les travailleurs des plateformes numériques, le droit d'association et de grève n'existe pas. Ensuite le droit à un salaire horaire garanti en lieu et place du paiement à la course qui ne nourrit pas son homme. Enfin la transparence des données. Cela équivaut au droit aux informations économiques et financières dans les entreprises ordinaires. Pour les plateformes, les données, c'est le nerf de la guerre. Elles collectent des données en toute opacité et les utilisent pour cibler le client. Elles créent même, soutiennent les coursiers des «dark kitchens», c'est-à-dire des cuisines spécialisées en fonction de la demande des clients et au détriment des restaurateurs qui ont pignon sur rue. Les coursiers ne savent en outre pas sur quelle base le travail leur est distribué ni si les données les concernant sont susceptibles d'être utilisées à leur insu ou à leur détriment.

SYNDICATS • N°18 • 2 NOVEMBRE 2018 **3**



> IN MEMORIAM

Ludo Nelen (1948 - 2018): syndicaliste, photographe. Chantre de la nature

Le 19 octobre, le camarade Ludo Nelen nous a quittés. Homme érudit et captrant, Ludo a été pendant des années un pilier important de l'ABVV. Il a su attirer l'attention de notre organisation sur la problématique de l'environnement. Il était le véritable pionnier du travail environnemental de l'ABVV flamande. La sauvegarde de la nature et le changement climatique paraissent futuristes dans les années 1980, mais Ludo a mis à l'époque toute sa force de conviction pour hisser les thèmes environnementaux parmi les priorités de nos services d'études. L'écologie et l'économie étaient selon lui inextricablement liées. Progressiste, Ludo était aussi avant-gardiste. Il a également dirigé le service de formation de l'ABVV flamande pendant quinze ans, puis les groupes spécifiques interprofessionnels. Partout où il passait dans les services de l'ABVV, Ludo apportait invariablement la colonne vertébrale, la structure et le contenu. Nous en récoltons encore tous les jours les fruits. Il plaçait également la lutte contre la pauvreté en tête de ses priorités. Ludo avait d'autre part l'âme d'un artiste. En tant que photographe, il a recherché les limites entre la nature sauvage et intacte et l'icongraphie pittoresque du paysage. Nous poursuivons sans faille la bataille pour laquelle Ludo a tracé la voie. Ludo manquera beaucoup à ses nombreux camarades et à sa famille.



> RÉSEAU INTERSYNDICAL DE SENSIBILISATION À L'ENVIRONNEMENT  
Soirées-débat sur

## IWW Couriers Network joins the Transnational Federation of Couriers!

Industrial Workers of the World, 31<sup>st</sup> October 2018 - <https://iww.org.uk/news/iww-couriers-network-joins-the-transnational-federation-of-couriers/>



The IWW Couriers Network recently sent representatives from the Network to the first International summit in the world of couriers self-organised collectives and unions working with couriers!

The summit, organised by AlterSummit and the Transnational Social Strike saw riders and their representatives from as far afield as Finland and the United States join together in Brussels for two days of discussions, sharing tactics, strategies and lessons from their local struggles in order to build co-operation and collaboration across borders in seeking to resist the companies who themselves span continents.

One of the IWW Couriers Network who attended the event tells us of the scale of groups involved and the general mood:

It was very well organised, with live translation into English, French, Spanish and German. The vast majority of courier groups present were self-organised collectives, independent of union influence. Other syndicalist unions (alongside the IWW) were present, notably Deliverunion (partnered with the German, FAU) and Syndicom. The Germans and Austrians were partnered with larger unions, along with Norwegian riders. Debate between couriers was held horizontally and was very good natured. Considering the fact that it was taking place in 4 languages simultaneously, the event was very effective in communicating shared goals!



*Map detailing all organisations from across Europe attending the summit*

Sessions were held across the two days focusing variously on introducing the respective struggles and tactics employed by riders and their unions in each country, exploring common themes and demands across borders and the potential to establish transnational support structures to help riders organising in their respective countries. Following sessions to discuss the questions, the entire assembly reconvened to vote on the formation of an international group to build couriers organising potential across the world built around the following structure:

- An international federation of courier collectives and unions
- Membership would be open to collectives and unions that are courier-led and can prove grassroots-courier organising. Individual couriers can have observer status if they don't want to join an official collective/union.
- The exact voting weighting is to be determined in future meetings.
- It was decided to call the federation, the TRANSNATIONAL FEDERATION OF COURIERS (TFC) to emphasize the global nature of the struggle
- All organisations present were to be founder members.



*Couriers discuss their demands*

The details of how the Federation will be run on a day to day level, along with its charter and ethos (which future organisations seeking to join would need to abide by) were left for future discussions to be held after the summit, but to close a series of key demands were agreed from all present, which member organisations would seek to secure from their employers:

- Respect
- Freedom of Association
- Minimum guarantee for a fair definition of time spent working
- Job security
- Insurance
- Improved data and app transparency
- Common space for riders

Following the close of the summit, a mass ride of over 1000 riders took place across the city of Brussels – a great way to display the collective power of couriers across the globe!! The IWW Couriers Network’s involvement in the summit was another great example of the continuing good work that the Network is taking in building working class power – long may it continue!

### **La Fédération transnationale des coursiers a vu le jour à Bruxelles**

*[UBÉRISATION](https://www.nvo.fr/la-federation-transnationale-des-coursiers-a-vu-le-jour-a-bruxelles/) - 30 octobre 2018 | Mise à jour le 30 octobre 2018 - <https://www.nvo.fr/la-federation-transnationale-des-coursiers-a-vu-le-jour-a-bruxelles/> - Par [Frédéric Dayan](#) | Photo(s) : DR*



Manifestation des coursiers à Paris organisée par le Collectif des Livreurs Autonomes Parisiens (CLAP) le 19 octobre 2018

Les plateformes qui les emploient ne connaissent plus de frontières, alors les coursiers à vélo issus de 12 pays européens qui livrent les repas notamment pour Deliveroo ou Ubereats ont lancé vendredi 26 octobre à Bruxelles leur Fédération transnationale des coursiers. Ils veulent se battre ensemble pour un salaire horaire garanti et la transparence des données des plateformes.

Les livreurs à vélo se rassemblent déjà dans des collectifs ou syndicats locaux (dont CGT) au sein d'une douzaine de pays européens. Ces travailleurs auto entrepreneurs mettent en commun leurs forces pour dénoncer leurs conditions de travail, leur précarité, pour exiger un salaire horaire garanti et sortir du travail à la tâche auquel les contraignent les opérateurs numériques qui leur passent commande via des applications sur leurs smartphones. Dans la capitale belge, jeudi 25 et vendredi 26 une soixantaine de ces collectifs venus d'Autriche, Belgique, Finlande, France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Norvège, Espagne, Suisse, Royaume-Uni et Irlande et trente syndicats ont pris part à une première assemblée européenne fondatrice de la fédération transnationale des coursiers. « *Nous sommes sous-payés, moins de cinq euros par course* », dénoncent-ils. « *On veut la fin de la tarification à la course* » résume Jérôme Pimot, l'un des tout premiers coursiers engagés en France dans la lutte contre les plateformes. « *C'est le retour du travail à la tâche comme au 19<sup>ème</sup> siècle.*

*C'est dangereux ! On parle désormais de livreurs qui meurent au travail ! On veut donc l'abolition de ce travail à la tâche, ainsi que la liberté d'association pour se défendre. Nous avons cette liberté en France et nous la voulons pour tous ».*

### **Management par algorithmes**

Autre sujet commun, les coursiers revendiquent la transparence des données traitées par les plateformes qui les emploient. Pour chaque course qu'ils effectuent Deliveroo, Ubereats et autres opérateurs collectent des données sur le commerçant, le livreur et le client. Une véritable richesse estiment les coursiers européens qui exigent la clarté sur l'utilisation de ces données qui donnent un pouvoir exorbitant aux opérateurs vis à vis des restaurateurs et des coursiers. « *Comment fonctionnent ces algorithmes qui nous gèrent* », questionne Jérôme Pimot qui dénonce un management « *inhumain* ».

## FGTB Wallonne Tweet - 26.10.2018

FGTB wallonne's tweet - 🇫🇷 🇧🇪 La Fédération Transnationale des coursiers et coursières a vu ... LOGIN REGISTER 🔍 🏠


Top Global Tweets

**FGTB wallonne**  
@FGTBwallonne | 4,733 followers  
Activity | Map | Analyse | Visualise | Alert

🚴 La Fédération Transnationale des coursiers et coursières a vu le jour ce vendredi à Bruxelles. Des revendications et des actions prévues... à suivre et à soutenir! 🇫🇷

**BX1 - Actu**  
@BX1\_Actu  
Activity | Map | Analyse | Visualise | Alert

Les coursiers organisent une assemblée européenne pour améliorer leurs conditions de travail [bx1.be/news/coursiers...](http://bx1.be/news/coursiers...)



11 days ago · Telebrunelles\_esp · fr  
0 1

8 days ago · Twitter Web Client · fr  
15 9

<https://www.trendsmap.com/twitter/tweet/1056842359139459074>

## L'audio-visuel...

### Labournet tv - Riders across Europe unite to form the Transnational Federation of Couriers

<https://en.labournet.tv/riders-across-europe-unite-form-transnational-federation-couriers>



Video Player 00:00 | 00:00 - english | 7 min | 2018 | hits: 206

“These companies operate on a transnational level, so we need to resist them on a transnational level.” (IWW Courier Network member)

Since 2016 riders for “gig economy” platforms have been organising for better working conditions across Europe and beyond to Hong Kong, Indonesia, Argentina and Australia, grabbing media headlines with their demonstrations and strikes.

Their story is one of David and Goliath; precarious and disposable workers standing up to billion dollar companies. They have no fixed workplace and self employed couriers have no worker protections, and are denied the right to freedom of association. So how do they manage to organise? This has become somewhat of an obsession of academics and journalists, but the answer is arguably quite simply. They network, meet up, strategise and take collective action.

And that’s what couriers from 31 different collectives and unions did in October 2018 when they met for the biggest ever international couriers congress in Brussels. Couriers from France, Italy, Finland, Spain, United Kingdom, Germany, Netherlands, Norway, Austria, Switzerland and Belgium came together for two days to discuss common ideas and strategies and founded the Transnational Courier Federation.

Most of the riders have been organising under platform companies such as Deliveroo, UberEats and Foodora, while others have started their own delivery companies with [CoopCycle](#) or developed cooperative apps such as [Mensakas](#). Some are members of works councils, others are organised in independent collectives. But one thing is clear; this is the beginning of a more unified transnational courier movement organising against precarious working conditions.

“We hope that we can in the future act transnationally...and act also across the service and food industry. Because it’s not just us... it’s about precarious workers in general and how work in society is organised” explained a member of Justice4Couriers from Finland who was at the meeting.

All power to the Transnational Courier Federation!

## More Infos

[Demonstration of European Couriers in Brussels \(French\)](#)

[The Critical Mass of Brussels joined by disgruntled bicycle delivery workers \(French\)](#)

[The Birth of the Transnational Federation of Couriers \(French\)](#)

[Couriers organize a European assembly to improve their working conditions \(French\)](#)

## Assemblée transnationale des coursiers, retour sur cet événement historique

*Le React* - Ajoutée le 31 oct. 2018 - <https://www.youtube.com/watch?v=03K39T-BoFY> - Catégorie Actualités et politique - 32 vues 0 0 Partager Enregistrer [#Deliveroo](#) [#UberEats](#) [#Foodora](#)

EUROPEAN RIDERS FORM THE TRANSNATIONAL FEDERATION OF COURIERS New video from the biggest ever international riders meeting that took place in Brussels last week! Couriers from 31 different collectives and unions from around Europe came together to share common strategies and founded the Transnational Courier Federation. Most of the riders have been organising under platform companies such as [#Deliveroo](#), [#UberEats](#) and [#Foodora](#), while others have started their own cooperative delivery companies. Some are members of works councils, others are organised independently. But one thing is clear; this is the beginning of a more unified transnational courier movement organising against precarious work.



**RTBF Radio 25.10.2018** - [https://www.rtb.be/auvio/detail\\_jour-premiere?id=2414046](https://www.rtb.be/auvio/detail_jour-premiere?id=2414046) (Le sujet démarre à partir de 32'52" jusqu'à 42')

08H34 - L'invité(e) : Ces 25 et 26 octobre 2018, les livreurs et livreuses à vélo de toute l'Europe ont décidé de se réunir à Bruxelles pour s'organiser et lutter pour de bonnes conditions de travail pour toutes et toutes. Livreuses et livreurs, syndicalistes et activistes, de 11 pays européens prévoient de venir à Bruxelles. Les livreurs et livreuses à vélo des plateformes Deliveroo, Uber Eats ou Foodora sont des travailleurs indépendants. Malgré ce statut, ils et elles sont totalement soumis aux plateformes numériques pour lesquelles elles travaillent. C'est donc une situation de salariat déguisé permettant de contourner le droit du travail : pas de salaire minimum, pas de congés payés, pas d'assurance...

On en parle avec Anne Dufresne, chercheuse au Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative (GRESEA).

## **"On va globaliser la lutte sociale !" : Quand les livreurs Deliveroo organisent la résistance à l'échelle européenne**

05/12/18 11h01

Par [Benoit Fabien](#)

Livreurs à vélo et coursiers d'une douzaine de pays se sont réunis en octobre dernier à Bruxelles derrière le slogan "riders4rights", et ont lancé une Fédération transnationale des coursiers (FTC). Une première, qui se joue sans les syndicats et organisations traditionnelles, et réveille l'idée de mener des combats politiques au niveau européen.

En 1999, dans une tribune restée célèbre, le sociologue Pierre Bourdieu appelait à la fondation d'un "*mouvement social européen*". Vingt ans plus tard, l'Europe le cherche toujours. Rares sont les combats et les luttes qui ont pu traverser les frontières nationales et réunir des travailleurs de plusieurs pays. Il y a bien eu quelques eurogrèves ou les Forum sociaux européens (FSE), mais tous ont accouché d'une souris et disparu. Le constat de Bourdieu à l'époque, pourtant, ne souffre pas le passage du temps. L'orthodoxie néolibérale règne, les conditions de travailleurs se dégradent, d'autant plus aujourd'hui avec la dite uberisation de l'économie.

*"Il n'est pas de préalable plus absolu à la construction d'un mouvement social européen, écrivait le sociologue, que la répudiation de toutes les manières habituelles de penser le syndicalisme, les mouvements sociaux et les différences nationales en ces domaines ; pas de tâche plus urgente que l'invention des manières de penser et d'agir nouvelles qu'impose la précarisation."* Ces nouvelles façons d'agir, ce sont peut-être les livreurs à vélo et autres coursiers "*ubérisés*" qui sont en train de les inventer.

### **Riders4rights : livreurs de tous les pays, unissez-vous !**

Fin octobre, s'est en effet tenue à Bruxelles la première assemblée européenne des livreurs, réunion de travailleurs oeuvrant pour les plateformes de livraison à domicile, Deliveroo, Glovo et autres UberEats. "*Une première*", souligne Jérôme Pimot, membre du CLAP, le Collectif des livreurs autonomes parisiens, qui s'est rendu à l'événement. *Il y avait des coursiers de 12 pays différents, des collectifs d'un peu partout en Europe. Très vite, nous nous sommes rendus compte que nous étions sur la même longueur d'ondes, que nous faisons face aux mêmes problématiques."*

Le rendez-vous a été pensé et organisé par des universitaires - membres notamment du GRESEA (le Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative) en Belgique - et des militants de l'Alter Summit, qui réunit des organisations syndicales, des associations, des mouvements citoyens et féministes issus de 20 pays européens, et qui a pris - plus ou moins - la suite des Forums sociaux européens. S'ajoute à eux, le réseau ReAct, qui encourage les mobilisations transnationales face aux grandes entreprises.

### **Les syndicats en "simples observateurs"**

*"On ne s'attendait pas à quelque chose d'aussi fort et qui prenne autant, s'enthousiasme Anne Dufresne, sociologue et chercheuse au GRESEA, co-organisatrice de l'AG européenne pour l'Altersummit, qui a préparé le rendez-vous. Il y a eu une énergie incroyable. Ça a fonctionné au point d'en arriver à créer une Fédération transnationale des coursiers (FTC) pour poursuivre le travail. La spécificité de ce mouvement, c'est qu'il ne s'agit pas d'un mouvement syndical à proprement parler. Il y avait une majorité de représentants des collectifs de livreurs mobilisés, comme le CLAP en France et ses équivalents dans d'autres pays. Les organisations syndicales, elles, étaient également invitées pour observer et ne participaient pas aux prises de décision."* Depuis plusieurs années, les mobilisations et créations de collectifs en Europe se multiplient. Entre ces regroupements de livreurs, d'un pays à l'autre, on se parle et on échange ses bonnes pratiques.

Marta Posito, livreuse à vélo à Bologne, membre du collectif Riders Union Bologna, a déjà accueilli Jérôme Pimot, du CLAP parisien, mais aussi des coursiers belges, et nourrit des liens avec les collectifs des autres villes italiennes - Milan, Turin, Rome, ou Florence. Elle a lancé plusieurs mouvements de grève à Bologne. Mais elle doutait toutefois de l'efficacité d'un rassemblement européen. *"Les législations nationales sont différentes, tout comme la situation des livreurs dans chaque pays. Je pensais que ça allait rendre les choses difficiles"*, confesse-t-elle. Il faut dire que les plateformes de livraison jouent incontestablement sur la division. Certains livreurs en Europe sont salariés, d'autres sont indépendants. Les tarifs varient selon les pays et les villes. *"Deux livreurs côte à côte ne sont pas payés pareil ! On a déjà pu le constater"*, rappelle Jérôme Pimot. Ajoutons à cela que les tarifs sont réévalués en permanence.

### **Haro sur les algorithmes**

Mais tout cela n'a pas eu raison de l'état d'esprit combatif des livreurs réunis à Bruxelles. *"En réalité, ça a créé du débat, de la réflexion, et on s'est rejoint sur plein de choses, raconte Marta Posito. La liberté d'association, de pouvoir de se syndiquer ou se réunir en collectif. Le fait d'avoir un salaire horaire minimum garanti. La transparence des algorithmes et de l'utilisation des données personnelles. La liberté de choix quant au contrat que peut demander un livreur, rester autonome ou devenir salarié. La volonté de définir un 'temps de travail partagé' afin que les livreurs ne soient plus soumis à tous les désirs des plateformes, et qu'eux aussi bénéficient d'une flexibilité réelle."* Pour Jean-Bernard Robillard, du Collectif des coursier-e-s de Bruxelles, il faut rééquilibrer des relations de travail totalement défavorables aux travailleurs. *"On fait supporter toutes les contraintes aux travailleurs, souligne-t-il. Avec la géolocalisation et les smartphones, on est continuellement sous surveillance et sommés d'obéir."*

En plus de [la création d'une fédération FTC, les discussions ont débouché sur l'adoption d'une charte des droits](#). Parmi revendications couchées sur le papier : la liberté d'association, la question d'un salaire minimum, l'idée *"d'en finir avec le tâcheronnage"*, comme le précise Jérôme Pimot, et la transparence des algorithmes utilisés par les plateformes. *"Les algorithmes ne sont pas neutres, commente le même Jérôme Pimot, ils sont prédateurs en termes de droits. Nous devons savoir comment ils fonctionnent et quelles utilisations sont faites des données collectées."* La Fédération transnationale des livreurs entend mener le combat au niveau européen et créer des rapports de force. *"On pourrait très bien imaginer des amendements 'FTC', pense lui Jérôme Pimot, les lobbyistes d'Uber et compagnie ne s'en privent pas."*

**"La prédation économique a été globalisée, nous on va globaliser la lutte sociale !"**

La sociologue Anne Dufresne voit dans cette aventure collective une possible "revitalisation du mouvement social européen". "C'est une opportunité, souligne-t-elle. On pourrait vraiment rassembler autour des intérêts communs des travailleurs précaires. Et cela pourrait largement dépasser le cadre des livreurs à vélo. On est dans un nouveau type de mouvement social, regroupant des travailleurs ultra-précaires (faux indépendants ou hors statut d'emploi), car on part d'entreprises qui se défont de leur rôle d'employeur et s'affranchissent ainsi du respect du droit du travail. Cela explique sans doute le rapport particulier des collectifs aux syndicats." De son côté, Jérôme Pimot sent que les coursiers sont de plus en plus prêts à s'engager et se défendre. "Je pense que les gens ont envie de se structurer. Je pense d'ailleurs qu'il le faut, pour pouvoir durer, précise-t-il. Et je pense qu'il faut mener le combat à l'échelle européenne, voire internationale. La prédation économique a été globalisée, nous on va globaliser la lutte sociale !"

Pour l'heure, les bonnes nouvelles viennent de France avec le très récent arrêt de la Cour de Cassation, fin novembre, estimant que les livreurs pouvaient être considérés comme des salariés, ouvrant la voie à la requalification de leurs contrats. "Une sacrée victoire", selon Jérôme Pimot. Un succès qui, sans nul doute, encourage les mobilisations dans d'autres pays. Jérôme Pimot lui-même, avant de lancer le CLAP, s'était inspiré des mobilisations de livreurs en Angleterre. "On suit tous avec attention ce qui se passe chez nos voisins et camarades, confirme Marta Posito. La décision de la Cour de Cassation est une très bonne nouvelle ! La France nous donne de l'espoir ! Tout cela s'inscrit aussi dans une continuité. Le tribunal de Valence, en Espagne, a lui aussi considéré qu'un livreur Deliveroo pouvait être assimilé à un salarié. Nous sommes sur une dynamique." Pour Jean-Bernard Robillard du Collectif des coursier-e-s de Bruxelles, il faut toutefois rester prudent. "La partie n'est pas encore gagnée, rappelle-t-il, ce qui est en jeu c'est la définition d'une nouvelle forme de salariat qui pourra servir de modèle à l'ensemble de la société, c'est un enjeu énorme. Dans 10 ans, les travailleurs dits autonomes deviendront la norme."

## **RENCONTRE DES LIVREURS EUROPEENS : nous ne sommes rien, soyons tout !**

15 nov. 2018 Par [laurent degousée](#) Blog : [Le blog de laurent degousée](#)

Les 25 et 26 octobre 2018 était organisée à Bruxelles, avec l'aide de l'Alter Summit et de l'association REACT, la première rencontre des livreurs ou riders européens qui travaillent pour les plateformes de livraison telles que Deliveroo, Foodora, Glovo ou Uber Eats.

Elle a compté une soixantaine d'entre eux, venus de douze pays différents (de l'Espagne à la Norvège, les pays de l'Est étant absents) et une trentaine d'observateurs, chercheurs ou syndicalistes.

Ce qui prédomine pour améliorer la condition de ces travailleurs, c'est une approche fondée sur la voie légale dans les pays du Nord et une autre sur la mobilisation dans ceux du Sud. A ce titre, l'Angleterre conjugue les deux aspects : d'un côté, l'organisation de grèves simultanées dans plusieurs villes [le 4 octobre dernier](#), en lien avec les salarié-es de la restauration rapide, dont les livreurs sont le fer de lance avec leur statut d'indépendant qui leur permet de contourner une législation qui corsette le droit de grève (nécessité d'un préavis, interdiction des piquets). De l'autre,

les actions victorieuses en justice menées par le syndicat IWGB qui vise à faire reconnaître le statut intermédiaire, dont l'obtention d'un salaire minimum, de *worker* à ces travailleurs uberisés.

La situation française peut être résumée de la sorte :

- Une (auto)organisation des livreurs qui va crescendo :

La faillite de Take Eat Easy en 2016 a servi de déclencheur et a abouti à la première grève nationale l'an dernier dont l'écho médiatique a obligé la direction de Deliveroo à [recevoir](#) à plusieurs reprises les collectifs et syndicats à son origine. En 2018, l'instauration de la tarification au kilomètre a provoqué [une mobilisation encore plus importante](#) ces dernières semaines et renforce la coopération entre les syndicats CGT, CNT-SO et SUD et le CLAP.

- Le syndicalisme, c'est l'école de guerre des travailleurs :

Seule l'organisation syndicale est à même d'assurer la pérennité entre deux luttes, que ce soit en fournissant un soutien juridique, financier, international et une formation aux méthodes traditionnelles de la lutte des classes que sont la manifestation, la grève, le blocage et l'occupation.

- « *C'est le fait qui fait le droit* » :

Les plateformes comme le gouvernement pourront difficilement esquiver plus longtemps la nécessité de la reconnaissance de l'expression collective, de fait ou de droit, de ces travailleurs : par exemple, Deliveroo compte 10.000 travailleurs en France, cela veut dire que la principale plateforme fait partie des 4 % des grandes entreprises que compte notre pays (le seuil pour une grande entreprise est fixé à 5.000 salarié-es ; à titre de comparaison, Carrefour compte elle 120.000 salarié-es).

Le soir, un débat intitulé « Deliveroo du mal » était organisé : outre un sociologue et des livreurs/euses français, italien et norvégien, un juriste a pointé les limites de l'intervention de l'Etat, prenant exemple sur l'amendement du député français Aurélien Taché qui vise à cadenciser toute requalification de contrat en salarié, et des juges, renvoyant aux conditions d'exploitation du 19<sup>ème</sup> siècle et à la nécessité de l'action collective pour y remédier.

Le lendemain, une rencontre a eu lieu entre la dizaine de syndicats présents la veille soient la FGTB, avec plusieurs de ses composantes régionales et sectorielles, la CGT, représentée par ses fédérations des bureaux d'études et du commerce, la CISL italienne, des syndicats du Nord de l'Europe (Allemagne, Autriche, Norvège et Suisse) ainsi que la CES et sa branche de l'alimentation, l'EFFAT.

Les points suivants ont été abordés :

- la nécessité, partagée par tous, de pouvoir organiser ces travailleurs prétendument indépendants mais dépendants économiquement,

- dès lors, la question de leur rattachement aux branches du transport, de l'alimentation (mais les services des plateformes ne se limitent pas à la restauration, à l'instar de Stuart en France) ou des services (il existe une [directive européenne](#)) se pose,

- pour être audible et leur être utile, il s'agit de se mettre à hauteur de coursier, c'est-à-dire partir de leurs revendications, le plus souvent éloignées de la reconnaissance d'un travail salarié, et des formes d'organisation qui sont les leurs.

Un état de la représentation collective de ces travailleurs va être fait dans nos pays respectifs, qu'elle soit de fait ou de droit (exemples : une convention collective a été mis en place en Norvège, il existe un comité d'entreprise Foodora en Allemagne, une charte a été mise en place par la ville de Bologne et des discussions ont commencé avec le ministre italien du travail). Une liste d'échanges va être mise en place pour permettre d'informer les riders des évolutions à l'œuvre dans les autres pays, de peser sur nos gouvernements et les politiques et surtout en direction des plateformes, qui sont les mêmes partout.